

7 Jours

Filpac CGT

N°86 – 30-4-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade  
Rédaction : Jean Gersin ([gerson@filpac-cgt.fr](mailto:gerson@filpac-cgt.fr))  
Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - [www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)

Pendant que Valls s'en prend au peuple, l'extrême droite - FN et ses alliés – déverse sa haine dans les mairies conquises. Hénin-Beaumont, Hayange, Villers-Cotterêts, Mantes, Béziers... Les maires FN s'entourent d'activistes de groupes néo-nazis. Les subventions à la LDH, à la CGT, à la FCPE sont supprimées ou baissées, la chasse aux sorcières chez les communaux est ouverte. La haine raciste se déverse, d'autant plus facilement que l'alliance nationale des partis traditionnels se noue autour de l'austérité européenne contre le peuple. **Battre le FN et battre l'austérité, c'est indissociable !**

**Le Pacte de Valls-Hollande, c'est le coma social !**

**Exerçons notre droit à revendiquer  
et à construire notre avenir social !**

Propulsé au pouvoir par la déroute électorale de Hollande aux municipales, Valls a entendu un certain message des urnes : c'est bien avec la droite qu'il veut infliger l'austérité, son Pacte n'est que la transposition des directives de l'Union européenne.

Cette mission de Bruxelles, celle qui conduit à la Grèce, Valls en est tellement imbu qu'il n'a pas hésité à faire éclater la majorité de gauche : les Verts, le Front de gauche, et 41 députés PS en ont été expulsés. La droite UMP est d'accord avec Valls. Elle en veut plus, c'est tout. Le centre sourit, ravi et bienveillant. L'Union nationale pour l'austérité, voilà le parti de Valls. L'extrême droite attend son heure...

Servir le Pacte ? Le principe Valls est simple : racketter les salariés, chômeurs et retraités en gelant les salaires, les pensions et les prestations sociales, leur faire payer les cotisations sociales des patrons, et donner l'argent récupéré aux rentiers, actionnaires et financiers. Sans contreparties. 30 milliards dans un premier temps. Le coma social ainsi obtenu permettrait à la classe dominante de nettoyer les dernières tranchées de résistance, dont la Sécurité sociale et le SMIC dont Gattaz demande la destruction.

Pendant que Valls faisait le spectacle au Parlement, Alstom acceptait la fusion-acquisition de General Electric, ArjoWiggins continuait son entreprise de liquidation des usines, Stora Enso avançait vers la fermeture programmée depuis deux ans... Bref, le Pacte de non-intervention de Hollande pour les salariés et les filières industrielles se poursuivait derrière le bruit des médias domestiqués par Valls et... Le Pen.

### **Construisons un mouvement unitaire revendicatif, alternatif au libéralisme**

Faisons preuve de détermination, pas d'hésitation. **Il s'agit de construire dans l'immédiat une suite au mouvement unitaire du 12 avril et aux traditionnelles manifestations du 1<sup>er</sup> mai : doivent apparaître l'expression unitaire du refus de l'austérité et l'exigence de revendications communes. Lesquelles ?**

#### **1. Revendications immédiates**

- Faire échec au Pacte d'austérité qui nous entraîne vers le coma social
- Geler les plans dits sociaux, les plans de départs réputés volontaires, les licenciements
- Allouer à la Sécurité sociale un budget renforcé par une forte ponction sur les dividendes
- En finir avec les exonérations en tout genre dont les patrons bénéficient
- Relever le SMIC au niveau requis par les besoins du salarié, au moins 1 700 euros net.

#### **2. Construire l'avenir social**

- Annuler la dette due aux banques privées, et les placer sous contrôle des pouvoirs publics.
- En finir avec l'obligation pour l'Etat de n'emprunter qu'aux marchés financiers privés.
- User du droit de préemption et intégrer au patrimoine national les entreprises et les emplois menacés.
- Prendre les initiatives industrielles publiques pour mettre en chantier des travaux utiles socialement : équipements collectifs, logements, hôpitaux, crèches, écoles.

**Seul un programme unitaire de transformation sociale peut vaincre le nationalisme raciste du Front national et l'abandon de la démocratie républicaine au libéralisme.**

**Il n'y a plus d'autre choix. L'heure a sonné.**